



COMITE DU PROGRAMME

Cent trente-septième session

Rome, 6-10 novembre 2023

**Renforcement des interfaces entre science et politiques
au service des systèmes agroalimentaires**

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M^{me} Ismahane Elouafi
Scientifique en chef
Tél.: +39 06570 51082
Courriel: Ismahane.Elouafi@fao.org

RÉSUMÉ

- La Stratégie de la FAO en matière de science et d'innovation (ci-après «la Stratégie») est un outil essentiel qui vise à faciliter la mise en œuvre du Cadre stratégique de la FAO pour 2022-2031, et par conséquent celle du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elle s'articule autour de trois piliers interdépendants, assortis de neuf résultats et de deux facteurs de réussite, et se fonde sur sept principes directeurs.
- Le renforcement des interfaces entre science et politiques au service des systèmes agroalimentaires compte parmi les résultats entrant dans le cadre du premier pilier de la Stratégie, lequel s'intitule «Renforcer une prise de décisions fondées sur des données scientifiques et factuelles».
- Actuellement, le paysage des interfaces entre science et politiques dans le domaine des systèmes agroalimentaires est vaste et comprend une multitude d'initiatives et d'acteurs à différents niveaux qui produisent, synthétisent, évaluent et utilisent les connaissances aux fins de la prise de décisions, selon des degrés de précision variables et à des fins différentes. Si plusieurs processus mondiaux sont axés sur différents aspects des systèmes agroalimentaires, nombre de connaissances et de solutions qui en découlent doivent être mises en œuvre au niveau national, en fonction des lacunes, des besoins, des contraintes, des priorités et du contexte spécifiques de chaque pays.
- En conséquence, et conformément au Plan d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie de la FAO en matière de science et d'innovation, l'Organisation élabore un projet d'orientations sur le renforcement des interfaces entre science et politiques au niveau national.

SUITE QUE LE COMITÉ DU PROGRAMME EST INVITÉ À DONNER

- Le Comité du Programme est invité à prendre note du présent document.

I. Introduction

1. Les systèmes agroalimentaires contribuent à l'alimentation, à la nutrition, à l'emploi et à la sécurité économique de millions de personnes à travers le monde. Toutefois, ils font face à des défis sans précédent, liés notamment au changement climatique, à l'appauvrissement de la biodiversité, à la dégradation de l'environnement, autant de facteurs d'aggravation de la pauvreté, de la vulnérabilité face au changement climatique et de la faim dans le monde. Il est urgent d'agir à la lumière des meilleures données scientifiques et factuelles qui existent. La transformation des systèmes agroalimentaires nécessite tout particulièrement des solutions qui aillent au-delà des cloisonnements traditionnels en matière de politique et prennent en compte tout un éventail d'expériences, d'expertises et de valeurs. Les dimensions, multiples et complexes, des systèmes agroalimentaires soulignent à quel point il importe d'adopter une approche holistique et intégrer des connaissances issues non seulement de la sphère académique (par exemple, la recherche scientifique), mais aussi d'autres sources (comme les connaissances des peuples autochtones et des petits producteurs), ainsi que de mécanismes, de processus et de structures de gouvernance capables d'intégrer et de restituer de manière équitable les connaissances et les données factuelles aux fins de l'élaboration des politiques¹.

2. La Stratégie de la FAO en matière de science et d'innovation, qui est un outil essentiel visant à faciliter la mise en œuvre du Cadre stratégique de la FAO pour 2022-2031, et par conséquent celle du Programme de développement durable à l'horizon 2030, comprend trois piliers interdépendants, assortis de neuf résultats et de deux facteurs de réussite, et repose sur sept principes directeurs². Le renforcement des interfaces entre science et politiques³ qui concerne les systèmes agroalimentaires compte parmi les résultats (résultat 1.2) entrant dans le cadre du premier pilier, lequel s'intitule «Renforcer une prise de décisions fondées sur des données scientifiques et factuelles». Située à la jonction entre les connaissances et les politiques, la FAO est idéalement placée pour mettre la science et l'innovation au service de l'élaboration d'orientations et d'outils pratiques. En tant que facilitatrice de processus intergouvernementaux, elle entend également offrir une plateforme neutre et une analyse scientifique à même de favoriser les échanges entre les pays.

3. D'après la Stratégie, la FAO intensifiera sa participation aux interfaces entre science et politiques aux niveaux national, régional et mondial afin de soutenir le dialogue organisé entre scientifiques, décideurs et autres parties prenantes pertinentes à l'appui d'un processus d'élaboration des politiques inclusif et fondé sur la science, en vue d'accroître la cohérence des politiques, l'adhésion à celles-ci et l'action collective. Elle tiendra compte, dans ses analyses, des besoins, des objectifs et des intérêts variés et parfois concurrents des différents acteurs des systèmes agroalimentaires. La valeur ajoutée de la participation de la FAO est l'attention portée aux niveaux national et régional, en plus du niveau mondial; le traitement de questions intéressant les systèmes agroalimentaires compte tenu, selon qu'il convient, des informations et analyses générées par les interfaces entre science et politiques existantes, comme le Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC); et l'établissement d'un dialogue continu et efficace grâce à la structure institutionnelle qu'apportent les organes directeurs de la FAO. Conformément à la Stratégie, l'Organisation élabore actuellement un projet d'orientations concernant les interfaces entre science et politiques au niveau national, afin de s'assurer que les décisions prises en matière de politiques sont efficaces et s'appuient sur des éléments scientifiques et factuels suffisants, pertinents et crédibles.

¹ Turnhout, E., Metzger, T., Wyborn, C., Klenk, N., et Louder, E. (2020). The politics of co-production: participation, power, and transformation. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 42, p. 15-21. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2019.11.009>.

² FAO. 2022. *Stratégie de la FAO en matière de science et d'innovation*. Rome. <https://www.fao.org/3/cc2273fr/cc2273fr.pdf>.

³ La Stratégie définit la notion d'«interface entre science et politiques» comme «les mécanismes d'un dialogue structuré entre scientifiques, responsables de l'élaboration des politiques et autres parties intéressées, à l'appui d'un processus d'élaboration des politiques inclusif et fondé sur la science. L'efficacité d'une telle interface se mesure à sa pertinence, sa légitimité, sa transparence et son caractère inclusif, et à la recherche d'un dialogue efficace, par l'intermédiaire d'une architecture institutionnelle appropriée».

II. Interfaces entre science et politiques au service des systèmes agroalimentaires

4. L'intégration, dans un souci d'efficacité, de données scientifiques et factuelles dans les processus de prise de décision concernant les systèmes agroalimentaires reste un défi de taille. Par exemple, il peut arriver que les artisans des politiques ne donnent pas suffisamment d'informations sur leurs besoins aux scientifiques et autres détenteurs de connaissances et que ceux-ci ne participent pas activement au processus d'élaboration des politiques. En outre, nombreux sont les obstacles qui peuvent compromettre la participation des différents acteurs. Les découvertes scientifiques sont parfois limitées en raison de leur complexité, de données insuffisantes, d'incertitudes, de résultats contradictoires et peuvent être contestées. Le fait de collaborer pour la création et l'intégration de connaissances provenant de systèmes de connaissances, de secteurs, d'échelles et d'acteurs sociaux différents peut s'avérer délicat et sensible sur le plan politique.

5. La prise de décisions est souvent influencée par divers facteurs et barrières structurels et comportementaux, ainsi que par de nombreuses parties prenantes ayant chacune ses propres valeurs et intérêts et présentant de nettes asymétries de pouvoir. La mise en œuvre de politiques peut parfois être rapide; pourtant, même lorsque des connaissances incontestables ont été engrangées sur une longue période, l'élaboration et l'application des politiques peuvent parfois être très lentes, y compris quand un problème considéré comme urgent a été reconnu.

6. Depuis de nombreuses décennies, des efforts ont été consentis afin d'accroître le recours aux données scientifiques et factuelles pour la formulation de politiques, dans le cadre de diverses stratégies appliquées dans différents secteurs, à bien des égards motivées, entre autres, par des considérations environnementales, et plus particulièrement par la question des conséquences du changement climatique. Bon nombre de conventions s'appuient aujourd'hui sur des évaluations environnementales réalisées à l'échelle mondiale, or il a été démontré que celles-ci méritent d'être améliorées⁴.

7. Face aux défis qui pèsent actuellement sur les systèmes agroalimentaires, il faut faire preuve de souplesse et de transparence si l'on veut créer conjointement des connaissances, les intégrer et les incorporer dans les politiques et les pratiques. Il faut donc mettre en place des structures institutionnelles légitimes, renforcer les réseaux établis entre les détenteurs de connaissances et les décideurs politiques, développer les capacités en matière d'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et institutionnaliser des processus, qui doivent être systématiques, participatifs et transparents.

8. Le panorama des interfaces entre science et politiques dans le domaine des systèmes agroalimentaires est vaste et comprend une multitude d'initiatives et d'acteurs, qui produisent, synthétisent, évaluent et utilisent les connaissances pour prendre des décisions, selon des degrés de précision variables et à des fins différentes. Aucun groupe de parties prenantes ni organisation ne couvre à eux seuls un champ aussi large et aucune composante ne fournit la totalité des éléments nécessaires à la mise en place d'une infrastructure de soutien, que ce soit au niveau national ou international. Si les interfaces entre science et politiques se sont multipliées à l'échelle mondiale, on constate un manque d'intégration et de coordination, ainsi que d'importantes lacunes en matière de données factuelles sur des questions telles que les arbitrages, les avantages connexes et l'économie

⁴ Maas, T. Y., Montana, J., van der Hel, S., Kowarsch, M., Tuinstra, W., Schoolenberg, M., Mahony, M., Lucas, P. L., Kok, M., Bakkes, J., et Turnhout, E. (2021) Effectively empowering: A different look at bolstering the effectiveness of global environmental assessments. *Environmental Science & Policy*, 123: p. 210-219.

politique, entre autres choses⁵. Par exemple, à Montpellier, un processus a été lancé par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) et des communautés de scientifiques de la ville afin d'offrir un espace de travail sûr aux groupes d'experts mondiaux et de permettre aux acteurs situés aux interfaces entre science et politiques de constituer une communauté d'apprentissage et de pratique, qui considère la transformation des systèmes agro-alimentaires comme un levier utile pour relever les défis interdépendants en matière de développement durable⁶.

III. Renforcer l'interface entre science et politiques au niveau national

9. Si plusieurs processus mondiaux sont axés sur différents aspects des systèmes agroalimentaires, nombre de connaissances et de solutions qui en découlent doivent être mises en œuvre au niveau national, en fonction des lacunes, des besoins, des contraintes, des priorités et du contexte spécifiques de chaque pays. Le caractère particulier des systèmes agroalimentaires, compte tenu de leur nature, de leur complexité et de leurs rapports de force, nécessite de renforcer la collaboration entre les ministères, les disciplines et les parties prenantes⁷. L'interface entre science et politiques constitue un moyen d'améliorer cette collaboration et se prête parfaitement à une approche complexe axée sur la recherche de solutions répondant à des priorités nationales et à des cheminements nationaux.

10. L'un des domaines d'activités principaux à l'appui de la mise en œuvre de la Stratégie, consiste à «faciliter l'élaboration d'orientations visant à renforcer les interfaces entre science et politiques». La FAO a lancé des activités en ce sens, en organisant notamment une consultation en ligne⁸ afin de mieux cerner et comprendre les obstacles et les possibilités qui se présentaient aux scientifiques et aux autres détenteurs de connaissances (qui tirent leurs connaissances d'autres systèmes de connaissances, notamment les peuples autochtones, les petits producteurs, etc.) en vue de contribuer à l'élaboration de politiques axées sur des systèmes agroalimentaires plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables. La consultation en ligne a eu lieu du 5 décembre 2022 au 24 janvier 2023 et a permis de recueillir 91 contributions importantes provenant de 39 pays.

11. Sur la base des résultats issus de la consultation en ligne, d'études de référence visant à comprendre la situation aux niveaux mondial, régional et national, d'entretiens avec des informateurs clés, d'études documentaires, d'études bibliographiques et d'un atelier d'experts, la FAO élabore un projet d'orientations sur le renforcement des interfaces entre science et politiques au niveau national. Celui-ci devrait s'articuler autour: des éléments essentiels à prendre en compte pour le bon fonctionnement des interfaces science-politiques; de principes tels que la crédibilité, la pertinence et la légitimité; de différents modèles d'interface, avec les arbitrages et les complémentarités qui existent

⁵ Commission européenne, «Recommendations to the United Nations' Food Systems Summit Scientific Group from the European Commission's High-Level Expert Group to assess needs and options to strengthen the international Science Policy Interface for Food Systems Governance» (Recommandations du Groupe d'experts de haut niveau de la Commission européenne au Groupe scientifique du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires visant à évaluer les besoins et les possibilités de renforcement de l'interface internationale entre science et politiques aux fins de la gouvernance des systèmes alimentaires) (2021) https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/research_and_innovation/research_by_area/documents/hleg_recommendation_to_the_unfss_scientific_group_web.pdf.

⁶ Université de Montpellier, CSA et CGIAR. 2022. *The Montpellier statement: Feed, Care, Protect: Intelligence to accelerate food systems' transformation at local and global levels*. (Déclaration de Montpellier: Nourrir, soigner, protéger: les connaissances au service de l'accélération de la transformation des systèmes alimentaires aux niveaux local et mondial). <https://www.umontpellier.fr/wp-content/uploads/2022/11/MontpellierStatement.pdf>.

⁷ ONU. 2023. *Making food systems work for people and planet UN Food Systems Summit +2*. (Bilan 2 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires: mettre les systèmes alimentaires au service des personnes et de la planète). Rapport du Secrétaire général

⁸ https://www.fao.org/fsnforum/fr/consultations/obstacles-et-possibilites-pour-les-scientifiques-et-autres-detenteurs-de?base_route_name=entity.node.canonical&overridden_route_name=entity.node.canonical&page_manager_page=node_view&page_manager_page_variant=node_view-panels_variant-1&page_manager_page_variant_weight=0.

entre les différents modèles; des interactions aux niveaux national, régional et mondial; des mécanismes et des méthodes relatifs à la création conjointe, à l'intégration et à la synthèse; des compétences et des capacités des acteurs de l'interface; du suivi, de l'évaluation et des solutions de formation, entre autres éléments.

12. Étant donné que les situations varient en fonction de chaque contexte, il ne peut y avoir d'approche universelle et il est donc essentiel d'adapter la méthode selon les besoins nationaux. C'est pourquoi le document d'orientation est conçu comme un outil permettant de lancer un processus d'apprentissage concernant les interfaces entre science et politiques. Il peut être utilisé au niveau national dans le cadre d'un processus visant à renforcer les interfaces entre science et politiques qui existent déjà en ce qui concerne les systèmes agroalimentaires ou à en créer de nouvelles. Ce document devrait être amélioré (dans une deuxième mouture) à la lumière des enseignements tirés de l'expérience concrète.